

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2015/8-C/1
1^{er} octobre 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – SOUDAN DU SUD 200572

Assistance alimentaire et nutritionnelle au titre des secours et du redressement, de l'appui à la transition et du renforcement des capacités aux fins de la mise en place de solutions durables au problème de la faim

	Coût (dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	378 769 834	207 143 683	585 913 516
Transferts de type monétaire et coûts connexes	17 696 486	–	17 696 486
Développement et augmentation des capacités	9 447 398	(949 504)	8 497 894
Coût total pour le PAM	508 962 349	258 755 482	767 717 832

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnatrices mentionnées ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique orientale et centrale
Courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

Mme J. Luma
Directrice de pays
Courriel: joyce.luma@wfp.org

PROJET DE DÉCISION^{*}

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 258,8 millions de dollars É.-U. qui est proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement 200572, ainsi que la prolongation de l'intervention pour une durée de 12 mois allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016 (WFP/EB.2/2015/8-C/1).

^{*} Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200572 prévoit une prolongation pour une durée d'un an¹, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, et une augmentation budgétaire de 258,8 millions de dollars. Elle permettra au PAM de continuer à faire face aux besoins alimentaires et nutritionnels de plus de 1,6 million de bénéficiaires qui vivent dans des conditions incertaines et difficiles au Soudan du Sud. Les modifications spécifiques apportées au budget sont les suivantes:
 - augmentation des besoins en produits alimentaires de 147 920 tonnes, pour un montant évalué à 62,4 millions de dollars;
 - augmentation des coûts associés d'un montant de 180,4 millions de dollars, au titre des frais de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, des autres coûts opérationnels directs ainsi que des coûts d'appui directs;
 - augmentation des coûts d'appui indirects pour un montant de 17,0 millions de dollars.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

2. Le PAM mène deux opérations au Soudan du Sud. L'IPSR répond aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées provenant de la région d'Abyei ainsi que des personnes vulnérables vivant dans les sept États moins touchés par le conflit dans les régions d'Équatoria et de Bahr el-Ghazal. Elle met en œuvre des activités saisonnières de secours ciblant les résidants et les personnes déplacées en situation d'insécurité alimentaire grave; des activités qui préviennent et traitent la malnutrition aiguë modérée; ainsi que des activités Vivres pour l'éducation (VPE) et des programmes d'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), d'alimentation collective et d'Achats au service du progrès (P4P) qui favorisent le redressement et la réconciliation. L'opération d'urgence 200659 répond aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des populations dans les États touchés par le conflit dans la région du Haut-Nil et sur les sites de protection des civils.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE LA RÉÉVALUATION

3. Selon le Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire d'avril 2015, couvrant la période de mai à juillet 2015, 4,6 millions de personnes² sont confrontées à des situations de crise (phase 3) et d'urgence (phase 4), signe d'une aggravation très rapide de la vulnérabilité. Environ 2,5 millions de ces personnes vivent dans des zones couvertes par l'IPSR. On estime que, dans ces mêmes zones, 380 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë. Les taux de malnutrition aiguë globale dépassent le seuil d'urgence de 15 pour cent dans les États de Bahr el-Ghazal septentrional et de Warrap.

¹ L'équipe de pays des Nations Unies a suggéré de reporter à 2017 l'élaboration du nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Soudan du Sud.

² Ces 4,6 millions de personnes sont pour 47 pour cent des hommes et des garçons et pour 53 pour cent des femmes et des filles. Il y a 920 000 enfants de moins de 5 ans (432 400 garçons et 487 600 filles).

4. Une analyse contextuelle de la résilience³ a permis d'acquérir une bonne compréhension de la situation qui sera utile pour orienter les programmes de lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, définir les tendances saisonnières et à long terme de la sécurité alimentaire, et déterminer le nombre des bénéficiaires pour 2016. Elle a aussi mis en évidence les disparités entre les sexes associées à la vulnérabilité économique: au Soudan du Sud, 57 pour cent des ménages dirigés par une femme sont pauvres, contre 48 pour cent de ceux dirigés par un homme. Les écarts sont liés aux pressions domestiques plus importantes exercées sur les femmes, à l'accès réduit qu'elles ont à l'éducation, et à des problèmes de protection et contre les mariages précoces et la violence sexiste.
5. La réévaluation prend en compte la détérioration des conditions économiques dans le pays, notamment les taux d'inflation élevés, la faiblesse du change officiel et les contraintes de l'offre sur les interventions faisant appel à des transferts de type monétaire.

FINALITÉ DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

6. En 2016, l'IPSR répondra aux besoins accrus résultant du conflit et de ses effets à l'échelle du pays, tout en continuant de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle ciblera 1,6 million de personnes, soit un chiffre proche des 1,7 million ciblés les années précédentes, mais le nombre des réfugiés, des ménages en situation d'insécurité alimentaire grave et des bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire ciblée est en hausse, d'où les nouveaux besoins. Le nombre de bénéficiaires venant de la région d'Abyei et de bénéficiaires des activités 3A restera en gros inchangé, mais les modalités d'assistance seront mieux ciblées. Le PAM restreindra ses activités nutritionnelles préventives aux États où les taux de dénutrition sont les plus élevés, et il réduira les activités VPE en fonction des niveaux de mise en œuvre actuels.

Réfugiés, personnes déplacées et en situation d'insécurité alimentaire grave

7. Selon les estimations, 295 000 réfugiés⁴, dont 65 000 nouveaux bénéficiaires qui devraient arriver du Soudan, bénéficieront de distributions de secours mensuelles permettant de maintenir dans cette population un niveau de sécurité alimentaire et un état nutritionnel acceptables. Une mission d'évaluation conjointe prévue pour fin 2015 permettra de définir de manière plus approfondie les modalités d'assistance aux réfugiés. Le PAM réfléchira à la possibilité de reprendre les distributions de bons de mouture qui, faute de financement, ont été interrompues en avril 2015.
8. Les populations déplacées d'Abyei continueront de recevoir des rations dans le cadre des distributions générales de vivres pendant toute la durée du projet. Les bureaux de pays au Soudan du Sud et au Soudan élaborent une approche conjointe qui doit permettre de répondre

³ Dirigée par le PAM, l'analyse contextuelle de la résilience a été réalisée en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Réseau d'alerte rapide sur les risques de famine, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-Femmes, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale, ainsi qu'avec le Bureau national des statistiques, le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture, des forêts, des coopératives et du développement rural. Les données issues de 14 séries de collecte du système de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition ont été analysées.

⁴ Sur les 295 000 réfugiés, 47 pour cent sont des hommes et des garçons et 53 pour cent des femmes et des filles. Il y a 59 000 enfants de moins de 5 ans, dont 27 730 garçons et 31 270 filles.

aux besoins dans la zone contestée⁵. Les distributions générales de vivres devraient diminuer pour se limiter aux populations les plus vulnérables et permettre une transition vers l'assistance conditionnelle, avec des activités 3A pour 65 600 personnes et un soutien scolaire pour 27 049 enfants.

9. Les distributions de secours se poursuivront pour 145 000 résidants en situation d'insécurité alimentaire grave et 35 000 personnes déplacées qui ont besoin d'un soutien alimentaire temporaire ou saisonnier. Cela représente une légère augmentation de la composante relative aux secours, due à la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire et au caractère imprévisible de l'environnement, notamment aux risques de violences intercommunautaires dans plusieurs zones.
10. Compte tenu des conclusions de l'analyse contextuelle de la résilience, l'IPSR ciblera aussi 850 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire grave et 450 000 en situation d'insécurité alimentaire modérée, dont les sources de revenu sont peu fiables et peu durables, moyennant des activités de nutrition, 3A et VPE.
11. Malgré les conditions difficiles, le PAM explorera les possibilités d'innovation. Il prévoit par exemple de mettre en place des transferts conditionnels en Équatoria centrale et occidentale dans le cadre du projet pilote d'autosuffisance mis en œuvre conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et d'utiliser plus largement les techniques d'enregistrement biométrique pour les réfugiés et les populations déplacées.

Nutrition

12. La stratégie d'action nutritionnelle conjointe de l'UNICEF et du PAM sert de base aux programmes axés sur la nutrition des deux organismes au Soudan du Sud. Le PAM continuera d'étendre ses activités de supplémentation alimentaire ciblée dans les sept États les moins touchés par le conflit, et traitera jusqu'à 228 000 enfants de moins de 5 ans et 96 000 femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée.
13. Le PAM donnera la priorité à la prévention de la malnutrition aiguë dans les États de Warrap et de Bahr el-Ghazal septentrional, où la prévalence de la malnutrition aiguë globale dépasse 15 pour cent⁶. Un programme de supplémentation alimentaire généralisée sera mis en place pour 72 000 enfants de moins de 2 ans et 60 000 femmes enceintes et mères allaitantes. Il fournira aussi pendant six mois des rations de supplémentation alimentaire généralisée à 20 250 enfants dans l'État des Lacs, afin de prévenir la malnutrition aiguë pendant la saison de soudure. Le programme de prévention sera interrompu dans la région d'Équatoria et le Bahr El-Ghazal occidental, où la prévalence de la malnutrition aiguë globale est moins forte.

Assistance alimentaire pour la création d'actifs

14. En 2016, le PAM adoptera une double approche pour ses activités 3A. Au titre de l'Objectif stratégique 2, plus de 256 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire grave

⁵ Le PAM et d'autres acteurs de la communauté humanitaire ont décidé de passer à une programmation davantage ciblée et fondée sur les besoins. Après consultation des chefs de la zone d'Abyei, les priorités iront pendant la période de transition au soutien à la création d'avoirs, à l'éducation et à la santé.

⁶ La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans le Warrap et le Bahr el-Ghazal septentrional est respectivement de 19,7 et de 21,2 pour cent. Elle est respectivement d'environ 21,8 et 20,8 pour cent chez les femmes enceintes et les mères allaitantes. La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans l'État des Lacs est de 12,2 pour cent, et se situe vraisemblablement aux alentours de 6,4 pour cent chez les femmes enceintes et les mères allaitantes.

seront ciblées pour bénéficier d'activités 3A qui leur assureront une consommation alimentaire adéquate pendant la période de soudure allant de mars à juillet. Au titre de l'Objectif stratégique 3, le PAM renforcera la résilience aux chocs de 284 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée moyennant des activités pluriannuelles et la recherche de synergies avec les programmes complémentaires de partenaires comme la FAO, l'UNICEF et la Banque mondiale. Le ciblage géographique des deux approches a été établi sur la base des contés en fonction des tendances saisonnières et à long terme de la sécurité alimentaire déterminées par l'analyse contextuelle de la résilience. L'importance accordée à la planification à long terme se reflète aussi dans la stratégie visant à créer des synergies entre les activités 3A, les Achats au service du progrès et l'opération spéciale destinée à construire des routes de desserte. Le PAM continuera à cibler les femmes en leur offrant une formation à même de leur ouvrir l'accès à des moyens d'existence productifs.

Vivres pour l'éducation

15. L'éducation, fondamentale pour l'avenir du Soudan du Sud, peut contribuer à promouvoir une "culture de la paix" en offrant de nouvelles opportunités et en réduisant le travail des enfants et les mariages précoces. Les activités VPE améliorent les taux de scolarisation, l'assiduité et les taux de réussite des élèves. Les activités VPE seront revues à la baisse conformément aux niveaux de mise en œuvre actuels. Le programme distribuera des repas scolaires à 200 000 écoliers et viendra en aide à 20 000 filles dans le cadre du programme d'incitation à la scolarisation des filles. L'UNICEF et le PAM ont signé un mémorandum d'accord afin d'accroître l'accès à l'éducation et de coordonner leurs interventions pendant la campagne "Retour à l'école". Le PAM va revoir les rations VPE afin de renforcer les possibilités qu'elles offrent de promouvoir une alimentation diversifiée et continuera de mettre en œuvre les activités de déparasitage.

Interventions sur le marché

16. Le nombre de bénéficiaires des transferts de type monétaire au titre des activités 3A sera diminué de 60 000⁷ en raison de la dépréciation de la monnaie locale et de la hausse des prix alimentaires. Si la situation économique continue de se détériorer, le PAM arrêtera ces transferts et les remplacera par des distributions de vivres ou de bons alimentaires à titre de stratégie d'atténuation.
17. Depuis 2014, le PAM a acheté 866 tonnes de maïs et de sorgho sur le marché local dans le cadre du programme d'Achats au service du progrès. Dans certaines parties du pays, il continuera de renforcer les capacités des petits agriculteurs afin qu'ils puissent bénéficier des possibilités offertes par les achats locaux.

Développement et augmentation des capacités

18. Le budget consacré au développement et à l'augmentation des capacités a été réduit pour le reste de l'année 2015 et toute l'année 2016. Compte tenu des difficultés rencontrées pour travailler et de la précarité de la situation actuelle, le PAM a modifié ses objectifs et limité le renforcement des capacités aux systèmes d'alerte rapide et à l'analyse de la sécurité alimentaire, tout en renforçant la coordination entre les activités Achats au service du progrès et 3A par le biais de comités techniques présidés, au niveau des États, par des fonctionnaires du Ministère chargé de l'agriculture, des forêts, du tourisme, des coopératives et du développement rural.

⁷ Ces 60 000 bénéficiaires recevront à la place des transferts en nature.

Problématique hommes-femmes et protection

19. La politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et les conclusions de l'analyse contextuelle de la résilience guideront les considérations liées à l'égalité des sexes dans l'établissement des programmes. Dans le cadre du Prix de la parité et du nouveau Prix de la parité Plus⁸, lancé à titre expérimental, le PAM va effectuer une analyse par sexe et par âge afin de s'assurer que les approches retenues dans ses programmes sont adaptées aux hommes, aux femmes, aux filles et aux garçons. À cet effet, il consultera aussi les différentes communautés en vue de déterminer quels sont les problèmes de protection qui se posent et comment répondre aux besoins spécifiques des femmes participant aux programmes 3A, notamment en ce qui concerne l'allaitement, la garde des enfants et l'éloignement des sites d'activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ					
Activité	2015	Augmentation/ (Diminution)	2016, chiffres révisés		
			Total	Hommes/ garçons	Femmes/filles
Distribution générale de vivres – Population déplacée d'Abyei*	120 000	(90 360)	29 640	13 931	15 709
Supplémentation alimentaire généralisée (enfants de moins de 5 ans – Abyei)	–	19 352	19 352	9 095	10 257
Supplémentation alimentaire ciblée (Abyei – enfants de 6 à 59 mois)	–	5 000	5 000	2 350	2 650
Supplémentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes – Abyei)	–	1 000	1 000	–	1 000
Activités 3A (Abyei)	–	65 600	65 600	30 832	34 768
Repas scolaires (Abyei)	–	27 049	27 049	12 713	14 336
Incitations à la scolarisation des filles (Abyei)	–	6 334	6 334	–	6 334
Distribution générale de vivres – réfugiés	230 711	64 289	295 000	138 650	156 350
Supplémentation alimentaire généralisée (réfugiés – enfants de 6 à 59 mois)	49 940	5 160	55 100	25 897	29 203
Supplémentation alimentaire généralisée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	20 800	2 400	23 200	10 904	12 296
Supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés – enfants de 6 à 59 mois)	12 266	(4 001)	8 265	3 885	4 380

⁸ Le bureau de pays du Soudan du Sud est l'un de ceux qui ont été choisis à titre pilote pour cette initiative visant à encourager dans l'ensemble du PAM l'adoption d'approches participatives pour promouvoir l'apprentissage et la maîtrise du processus de prise en compte de la problématique hommes-femmes depuis la phase de conception des programmes jusqu'à leur évaluation.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ					
Activité	2015	Augmentation/ (Diminution)	2016, chiffres révisés		
			Total	Hommes/ garçons	Femmes/filles
Supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	2 863	2 009	4 872	–	4 872
Distribution générale de vivres – personnes déplacées	23 685	11 315	35 000	16 450	18 550
Distribution générale de vivres – résidents en situation d'insécurité alimentaire grave	117 040	27 960	145 000	68 150	76 850
Supplémentation alimentaire généralisée (résidents – enfants de 6 à 23 mois + femmes enceintes et mères allaitantes)	154 772	(22 772)	132 000	33 840	98 160
Supplémentation alimentaire ciblée (résidents – enfants de 6 à 59 mois)	180 439	47 561	228 000	107 160	120 840
Supplémentation alimentaire ciblée (résidents – femmes enceintes et mères allaitantes)	57 928	38 072	96 000	–	96 000
Activités 3A (espèces)	112 800	(62 800)	50 000	23 500	26 500
Activités 3A (vivres)	414 900	75 100	490 000	230 300	259 700
Repas scolaires	220 000	(20 000)	200 000	94 000	106 000
Incitations à la scolarisation des filles	21 270	(1 270)	20 000	–	20 000
Alimentation collective (patients hospitalisés et patients ambulatoires touchés par la tuberculose, le VIH et/ou le kala-azar et leurs familles ou soignants)	59 930	(9 930)	50 000	16 450	33 550
Bénévoles (nutrition des communautés)	10 515	(4 798)	5 717	2 686	3 031
TOTAL	1 809 859		1 992 129	801 006	1 006 124
Total (hors chevauchement)**	1 702 720	(61 562)	1 641 158	716 089	925 069

* Les chiffres correspondent aux bénéficiaires les plus vulnérables dans la région d'Abyei (2 pour cent) plus les bénéficiaires déplacés hors d'Abyei.

**Bénéficiaires uniques hors chevauchement avec la supplémentation alimentaire généralisée (100 pour cent de chevauchement); la supplémentation alimentaire ciblée (80 pour cent de chevauchement) et les activités VPE (80 pour cent de chevauchement).

BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES

20. Le montant du transfert monétaire quotidien est passé de 92 cents à 1 dollar pour tenir compte de l'inflation.

TABLEAU 2: PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE NÉCESSAIRES PAR ACTIVITÉ (en tonnes/en dollars)				
Activité	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Besoins actuels	Augmentation/ (Diminution)	Total révisé
Distribution générale de vivres – Population déplacée d'Abyei	Vivres	55 532	6 242	61 774
Distribution générale de vivres – réfugiés	Vivres	102 912	58 442	161 354
Distribution générale de vivres – résidents en situation d'insécurité alimentaire grave	Vivres	9 862	15 269	25 131
Distribution générale de vivres – personnes déplacées	Vivres	4 826	7 371	12 197
Activités 3A (espèces)	Espèces	11 014 081	–	11 014 081
Activités 3A (vivres)	Vivres	31 601	19 034	50 635
Activités 3A (Abyei)	Vivres	–	3 031	3 031
Repas scolaires	Vivres	12 906	6 429	19 335
Repas scolaires (Abyei)	Vivres	–	869	869
Incitations à la scolarisation des filles	Vivres	4 875	2 407	7 282
Incitations à la scolarisation des filles (Abyei)	Vivres	–	762	762
Supplémentation alimentaire généralisée (résidents – enfants de 6 à 23 mois + femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	5 572	10 935	16 507
Supplémentation alimentaire généralisée (réfugiés – enfants de 6 à 59 mois)	Vivres	4 335	1 984	6 319
Supplémentation alimentaire généralisée (enfants de moins de 5 ans – Abyei)	Vivres	–	697	697
Supplémentation alimentaire généralisée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	2 579	1 253	3 832
Supplémentation alimentaire ciblée (résidents – enfants de 6 à 59 mois)	Vivres	1 923	1 816	3 739

TABLEAU 2: PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE NÉCESSAIRES PAR ACTIVITÉ (en tonnes/en dollars)				
Activité	Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Besoins actuels	Augmentation/ (Diminution)	Total révisé
Supplémentation alimentaire ciblée (résidents – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	6 119	7 480	13 599
Supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés – enfants de 6 à 59 mois)	Vivres	218	66	284
Supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés – femmes enceintes et mères allaitantes)	Vivres	575	380	955
Supplémentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes - Abyei)	Vivres	–	72	72
Supplémentation alimentaire ciblée (enfants de 6 à 59 mois - Abyei)	Vivres		37	37
Alimentation collective (patients hospitalisés et patients ambulatoires touchés par la tuberculose, le VIH et/ou le kala-azar et leurs familles ou soignants)	Vivres	7 323	3 129	10 452
Bénévoles (nutrition des communautés)	Vivres	679	217	896
TOTAL	Vivres (en tonnes)	258 062	147 920	405 982
	Espèces (en dollars)	11 499 799	–	11 499 799

ÉVALUATION DES RISQUES ET ÉTABLISSEMENT DES PRIORITÉS

21. Les risques au Soudan du Sud sont complexes. Les restrictions d'accès, les capacités limitées des partenaires coopérants et la recrudescence des enlèvements, des pillages et des attaques contre les travailleurs humanitaires et contre leurs biens rendent les opérations difficiles même dans les zones qui ne sont pas directement touchées par le conflit. La dégradation des conditions de sécurité dans l'Équatoria occidental, qui a entraîné la suspension temporaire de tous les mouvements terrestres dans l'État, est un exemple parmi d'autres des difficultés rencontrées.
22. L'absence de règlement politique jusqu'à très récemment, alliée à la chute des recettes pétrolières et aux fortes dépenses militaires, ont alimenté l'instabilité économique. Le PAM réfléchit à des solutions qui lui permettront de travailler dans les zones urbaines si l'économie se dégrade davantage.
23. Le PAM a établi un système de mesures d'atténuation des risques à plusieurs niveaux. Les programmes d'assistance alimentaire sont conçus en fonction de l'analyse du contexte et des

risques en matière de protection et ont la souplesse nécessaire pour s'adapter aux réalités économiques, sécuritaires, politiques et financières. L'analyse du marché permettra en outre de déterminer s'il convient d'arrêter la distribution d'espèces et de revenir aux transferts alimentaires en nature au cas où la livre sud-soudanaise continuerait de se déprécier par rapport au dollar des États-Unis. La montée de l'insécurité et du banditisme le long de certains itinéraires de transport pourrait amener le PAM à recourir aux livraisons aériennes.

24. La mobilisation des ressources restera problématique compte tenu de la situation d'urgence actuelle et des signes de lassitude que montrent les donateurs. Le soutien des donateurs pour le repositionnement des produits alimentaires pendant les mois de sécheresse reste déterminant pour garantir un approvisionnement régulier aux bénéficiaires. Le PAM élaborera une stratégie de mobilisation des ressources et adaptera ses stratégies en fonction des intérêts spécifiques des donateurs.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	101 994	26 012 509	
Légumes secs	11 942	7 096 877	
Huile et matières grasses	9 222	9 398 682	
Aliments composés et mélanges	22 339	19 256 572	
Autres	2 422	648 191	
Total, produits alimentaires	147 920	62 412 830	
Transport extérieur		14 343 356	
Transport terrestre, entreposage et manutention		108 522 889	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		21 864 607	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		207 143 683	207 143 683
Développement et augmentation des capacités		(949 504)	(949 504)
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			35 633 374
Total des coûts directs du projet			241 827 553
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			16 927 929
COÛT TOTAL POUR LE PAM			258 755 482

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	12 279 340
Agents des services généraux	7 730 361
Prime de danger et indemnités locales	3 879 973
Total partiel	23 889 674
Dépenses de fonctionnement et autres	3 594 600
Dépenses d'équipement	1 979 700
Sécurité	2 510 000
Voyages et transports	3 509 400
Études préalables, évaluations et suivi¹	150 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	35 633 374

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Si les activités sont menées par le personnel du bureau du pays les coûts sont inclus dans les rubriques "Dépenses de personnel et frais connexes" et "Voyages et transport".

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p>	<p>Les partenaires organisent des sessions de formation et d'information efficaces consacrées à la sensibilisation à la problématique hommes-femmes et à la gestion de projets.</p> <p>Les femmes et les hommes participent volontairement et activement aux sessions de sensibilisation à la problématique hommes-femmes.</p> <p>Les femmes participent volontairement et activement aux travaux des comités de gestion des projets.</p>
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	<p>Les partenaires organisent des sessions de formation et d'information efficaces sur les questions liées à la protection et à la responsabilité, y compris les mécanismes de remontée de l'information.</p> <p>Les mécanismes permettant de faire des réclamations fonctionnent et sont efficaces.</p> <p>Les mesures de sécurité sont adéquates.</p>
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p> <p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p>	<p>Les partenaires disposent du financement, des possibilités d'accès et du personnel nécessaires pour pouvoir fournir des apports et des services complémentaires.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
<p>Effet direct 1.1 Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance</p>	<p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): indice des stratégies de survie (moyenne)</p>	<p>Les bénéficiaires sont désireux et en mesure de participer aux distributions de vivres.</p> <p>Les prestations prévues et les ressources complémentaires sont suffisantes pour prévenir le recours à des stratégies de survie préjudiciables.</p> <p>Les prestations sont complétées par des aliments d'appoint fournis par les partenaires ou disponibles par d'autres biais.</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour appuyer et compléter les interventions du PAM au moyen d'articles non alimentaires ou d'autres biens et services.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 1.2 Rétablissement ou stabilisation de l'accès aux services de base et aux avoirs communautaires</p>	<p>Traitement antituberculeux: taux d'abandon (en %) Traitement antirétroviral: taux d'abandon (en %)</p>	<p>Les usagers sont désireux et en mesure de se rendre dans les dispensaires pour y recevoir une assistance. Les aidants comprennent les avantages des produits nutritifs et les modes de préparation à suivre. Les rations individuelles ne sont guère partagées entre les membres du ménage. Les conditions sanitaires et hygiéniques dans les dispensaires et au sein des ménages sont acceptables. Les traitements antirétroviraux et antituberculeux demeurent disponibles et accessibles dans les dispensaires.</p>
<p>Effet direct 1.3 Stabilisation ou réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes</p>	<p>Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement (en %) Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions</p>	<p>Les bénéficiaires et/ou les aidants sont désireux et en mesure de se rendre dans les dispensaires et/ou sur les sites de distribution. Les bénéficiaires et/ou les aidants comprennent les avantages des produits nutritifs et les modes de préparation à suivre. Les rations individuelles ne sont guère partagées entre les membres du ménage. Les conditions sanitaires et hygiéniques dans les dispensaires, au sein des ménages et sur les sites des activités sont acceptables.</p>
<p>Produit 1.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Les conditions de sécurité et l'état des routes permettent d'assurer la livraison des produits alimentaires et la mise en œuvre/le suivi des activités.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Valeur totale des bons distribués (bons d'alimentation/bons d'achat) aux bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage de la valeur prévue</p>	<p>L'approvisionnement en produits alimentaires est assuré de manière adéquate et ininterrompue, et en temps voulu.</p> <p>Les donateurs répondent aux besoins de manière positive et prompte.</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour appuyer et compléter les interventions du PAM.</p>
<p>Produit 1.2</p> <p>Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p>	
<p>Objectif stratégique 2: Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence</p>		
<p>Effet direct 2.1</p> <p>Amélioration de l'accès aux avoirs et aux services de base, y compris les infrastructures communautaires et commerciales</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre d'enfants inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (filles): taux annuel moyen de variation du nombre de filles inscrites dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Scolarisation (garçons): taux annuel moyen de variation du nombre de garçons inscrits dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p> <p>Proportion de garçons qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires aidées par le PAM</p>	<p>La valeur de la prestation au titre des repas scolaires contribue à favoriser la scolarisation des enfants, en particulier des filles.</p> <p>La qualité de l'éducation offerte est suffisante pour permettre la réalisation des avantages escomptés.</p> <p>La distribution aux filles de rations à emporter n'entraînera pas d'actes de violence sexiste.</p> <p>La participation des communautés à la sélection et à la gestion des activités et des sites commence dès le lancement d'un projet et se poursuit.</p> <p>La valeur des prestations prévues en contrepartie de la création d'actifs est intéressante par rapport aux normes de travail.</p> <p>Les prestations prévues et les ressources complémentaires sont suffisantes pour prévenir le recours à des stratégies de survie préjudiciables.</p> <p>Les prestations sont complétées par des aliments d'appoint fournis par les partenaires ou disponibles par d'autres biais.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
		<p>Les ménages ont accès aux marchés locaux, qui fonctionnent.</p> <p>L'inflation ou les fluctuations des prix et de la monnaie sont limitées.</p>
<p>Produit 2.1</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Les conditions de sécurité et l'état des routes permettent d'assurer la livraison des produits alimentaires et la mise en œuvre/le suivi des activités.</p> <p>L'approvisionnement en produits alimentaires est assuré de manière adéquate et ininterrompue, et en temps voulu.</p> <p>Les donateurs répondent aux besoins de manière positive et prompte.</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour appuyer et compléter les interventions du PAM.</p>
<p>Produit 2.2</p> <p>Avoirs communautaires ou avoires utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Le Gouvernement et les partenaires mettent à disposition des articles non alimentaires complémentaires, du matériel et du personnel formé.</p> <p>La situation en matière de sécurité ainsi que les conditions météorologiques et autres permettent de mettre en œuvre les activités comme prévu.</p>
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
<p>Effet direct 3.1</p> <p>Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoires nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoires des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p>	<p>La participation des communautés à la sélection et à la gestion des activités et des sites commence dès le lancement d'un projet et se poursuit.</p> <p>La valeur des prestations prévues est intéressante par rapport aux normes de travail.</p> <p>Les prestations prévues et les ressources complémentaires sont suffisantes pour prévenir le recours à des stratégies de survie préjudiciables.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire acceptable</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuisement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par une femme ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p> <p>Indice des stratégies de survie: pourcentage de ménages dirigés par un homme ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): indice des stratégies de survie (moyenne)</p>	<p>Les rations sont complétées par des aliments d'appoint fournis par les partenaires ou disponibles par d'autres biais.</p> <p>Les ménages ont accès aux marchés locaux, qui fonctionnent.</p> <p>L'inflation ou les fluctuations des prix et de la monnaie sont limitées.</p>



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Effet direct 3.2</p> <p>Amélioration des débouchés permettant aux producteurs et aux commerçants d'écouler les produits agricoles et alimentaires aux niveaux régional, national et local</p>	<p>Proportion d'aliments achetés à des fournisseurs régionaux, nationaux et locaux, en pourcentage de ceux distribués par le PAM dans le pays</p> <p>Produits alimentaires achetés par le biais de systèmes de regroupement de la production auxquels participent les petits exploitants, en pourcentage des achats effectués aux niveaux régional, national et local</p>	<p>Les parties prenantes appuient efficacement l'accroissement de la production de céréales et garantissent un accès durable aux marchés aux petits exploitants.</p> <p>Les excédents vivriers sont rassemblés à des points de collecte pour faciliter le stockage en toute sécurité et la commercialisation.</p> <p>Les prix sur les marchés demeurent compétitifs par rapport à ceux pratiqués dans la région.</p>
<p>Produit 3.1</p> <p>Avoirs communautaires ou avoires utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	<p>Le Gouvernement et les partenaires mettent à disposition des articles non alimentaires complémentaires, du matériel et du personnel formé.</p> <p>La situation en matière de sécurité ainsi que les conditions météorologiques et autres permettent de mettre en œuvre les activités comme prévu.</p>
<p>Produit 3.2</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p> <p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Quantité d'articles non alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	<p>Les conditions de sécurité et l'état des routes permettent d'assurer la livraison des produits alimentaires et la mise en œuvre/le suivi des activités.</p> <p>L'approvisionnement en produits alimentaires est assuré de manière adéquate et ininterrompue, et en temps voulu, et les institutions financières fonctionnent.</p> <p>Les donateurs se mobilisent de manière positive et prompte pour répondre aux besoins.</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour appuyer et compléter les interventions du PAM.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.3</p> <p>Quantité accrue de produits alimentaires achetés par le PAM sur les marchés régionaux, nationaux et locaux et à de petits exploitants</p>	<p>Quantité de produits alimentaires achetés localement dans le cadre du système d'achats locaux et régionaux (en tonnes)</p> <p>Quantité de produits alimentaires achetés localement à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants (en tonnes)</p> <p>Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte</p> <p>Nombre de petits exploitants ayant bénéficié d'un appui</p>	<p>La production vivrière locale et régionale est suffisante et disponible, et elle répond aux critères de qualité établis par le PAM pour ses achats.</p> <p>Les conditions de sécurité et l'état des routes permettent d'assurer la livraison des produits alimentaires achetés localement ou au niveau régional.</p> <p>Des partenaires qualifiés sont disponibles pour appuyer et compléter les interventions du PAM.</p> <p>Des agriculteurs, notamment des femmes, sont disponibles localement et désireux d'adhérer à des coopératives et de suivre des formations.</p>



Interventions du Programme alimentaire mondial au Soudan du Sud – 2014



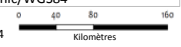
- Bureaux du PAM**
- Bureau de pays
 - Bureau auxiliaire
 - Bureau de terrain

- Plateforme logistique

- Route principale
- Capitale du pays
 - Capitale d'État

- Limites administratives**
- Frontière internationale
 - Limite d'État
 - À déterminer*
 - Région d'Abyei**

Date de création: 30 novembre 2014.
 LC_SS_781_WFPOps_2014
 Données du projet: Geographic/WGS84



Échelle: 1:3 810 793 en papier A4
 Sources des données: PAM, OCHA, UNOPS, OIM, Bureau national des statistiques.
 Carte produite par le module de la logistique, Djouba, Soudan du Sud.
southsudan.maps@logcluster.org
<http://www.logcluster.org/ops/ssd11a/maps>

* La frontière entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.
 ** Le statut final de la zone d'Abyei n'a pas encore été déterminé

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VPE	Vivres pour l'éducation